

Moins de 4% de croissance économique inespérés en 2018 au Burundi

PANA, 29 octobre 2017 Bujumbura, Burundi - A la fin de 2017, la croissance économique se situerait à 3,5% pour atteindre 3,9% en 2018, a-t-on appris, dimanche, d'un communiqué sanctionnant un conseil extraordinaire des ministres de vendredi dernier qui s'est penché, notamment sur le projet portant fixation du budget général de la République du Burundi, "dans un environnement local et mondial encore marqué par la récession".

Cette projection constitue néanmoins une image embellie par rapport aux précédentes années de crise multiforme autour des élections controversées et émaillées de violences de 2015. L'année 2015 a été la plus sombre au Burundi, la croissance a été négative (moins 7%), avant de remonter légèrement à 0,5%, en 2016, selon les chiffres du Fonds monétaire international (Fmi). Le texte du communiqué note cette « reprise modeste » de l'économie nationale et annonce la poursuite de la politique budgétaire « prudente et austéritaire » pour l'année prochaine. L'Etat burundais prévoit que les ressources disponibles soient « essentiellement » orientées dans les secteurs prioritaires, comme la défense et la sécurité, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie et les mines ainsi que les transports. Les recettes (Obr, public) est appelé à poursuivre et entreprendre certaines actions, comme l'allègement de l'impôt fiscal, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, le renforcement du recouvrement des arriérés ainsi que la maîtrise des exonérations. En somme, les ressources totales du budget général de l'Etat, exercice 2018, sont estimées à 1.224,1 milliards de francs burundais (autour de 700 millions de dollars us), contre 1.152,7 milliards (665,8 millions de dollars américains), en 2017, soit une augmentation de 6,2%. Quant aux charges, elles passent de 1.326,8 milliards de francs burundais (766,4 millions de dollars américains), en 2017, à 1.387,5 milliards (801,7 millions de dollars), en 2018, soit un accroissement de 4,6%. Le déficit global du budget général de 2018 s'élève ainsi à 163,4 milliards de francs burundais (67,2 millions de dollars), contre 174 milliards de francs burundais (autour de 100 millions de dollars), en 2017.

Selon les hypothèses macroéconomiques et budgétaires pour cette année 2018, « le taux d'indépendance budgétaire » est estimé à 81,2%, lit-on toujours dans le communiqué officiel. Le ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation, Domitien Ndiwokubwayo, avait laissé entendre précédemment que le prochain budget général de l'Etat « sera alimenté à 100% », par les recettes intérieures. Avant la crise politique de 2015, plus de 50% du budget de l'Etat provenaient des aides directes de la part des partenaires techniques et financiers traditionnels, principalement l'Union européenne (Ue). Le projet de loi budgétaire 2018 va encore passer au parlement burundais, normalement avant fin octobre, et n'aura de force d'une loi immédiatement applicable qu'une fois promulguée par le chef de l'Etat, Nkurunziza, selon les procédures légales.